
PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

RÉF A RAPPELER :

AFFAIRE SUIVIE PAR :

POSTE TÉL. :

Arrêté n° 2D/4B/I/97 n° 1273
du 29 MAI 1997

Mettant en demeure la société ESAC de faire procéder aux compléments d'investigations qui sont nécessaires pour évaluer les conséquences sur l'environnement de la mise en dépôt de déchets sans précaution à CORBENAY.

LE PRÉFET

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 - 1^{er} alinéa ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1380 du 3 mai 1996 prescrivant à la société ESAC l'évaluation par un organisme spécialisé, des conséquences sur l'environnement de la mise en dépôt sans précaution de déchets issus de l'activité qu'elle exerce sur le territoire de la commune de CORBENAY ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2232 du 29 juillet 1996 modifiant l'arrêté n° 1380 du 3 mai 1996 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que par l'arrêté préfectoral n° 2232 du 29 juillet 1996, l'évaluation prescrite par l'arrêté préfectoral n° 1380 du 3 mai 1996 a été prorogée du 31 juillet 1996 jusqu'au 31 octobre 1996 ;
- CONSIDÉRANT qu'au terme du rapport déposé le 23 décembre 1996 par la société ESAC, l'évaluation effectuée demeure par trop partielle pour définir les conséquences sur l'environnement des dépôts susvisés. Ainsi :

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- les investigations n'ont été menées que sur une zone restreinte de terrain alors que des dépôts de déchets ont été constatés en de multiples endroits, du site occupé par l'entreprise,
- les recherches n'ont pas toujours porté sur les paramètres caractéristiques des déchets entreposés,
- la qualité des eaux de la nappe en aval du site n'a été vérifiée qu'en un seul endroit, le sens d'écoulement de la nappe n'a pas été pleinement défini et confirmé,
- la vocation de la nappe n'a pas été rapportée puisqu'aucune information n'apparaît sur l'usage de l'eau par des tiers ou des collectivités,
- la qualification des eaux de nappe à l'amont hydrogéologique du site par la fourniture d'un "blanc" permettant de mesurer l'incidence des faits polluants de la SA ESAC sur l'environnement n'a pas été réalisé ;
- **CONSIDÉRANT** que par courrier adressé à l'exploitant le 10 février 1997 les manquements énumérés ci-dessus ont été rapportés ;
- **CONSIDÉRANT** que par réponse en date du 5 mars 1997 l'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées d'une fin de non recevoir des observations formulées.
- **VU** l'avis et les propositions du Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Franche-Comté en date du 20 mai 1997 ;
- **SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de Haute-Saône,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La société ESAC est mise en demeure de faire procéder aux investigations qui sont nécessaires pour compléter l'étude prescrite par l'arrêté préfectoral n° 1380 du 3 mai 1996 susvisé.

Ces investigations porteront :

- sur l'état du sol et du sous-sol, en tenant compte de l'ensemble des surfaces ayant eu à supporter des déchets industriels tel que constaté par l'inspecteur des installations classées le 18 avril 1996 et des caractéristiques des déchets en question,
- sur le sens d'écoulement de la nappe, ses usages actuels et potentiels,
- sur la qualité des eaux de la nappe au droit et à l'aval du site, à partir de la situation de celle-ci à l'amont,

Le schéma des interventions supplémentaires projetées devra être présenté préalablement à l'inspecteur des installations classées.

Le rapport traitant de cette opération doit être déposé pour le 30 juin 1997.

ARTICLE 2 : Si l'exploitant ne défère pas à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues par l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié à la société ESAC. Il sera affiché pendant un mois à la mairie, par les soins du maire de CORBENAY.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Région Franche-Comté, le maire de la commune de CORBENAY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- . au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Région Franche-Comté - 21 B rue Alain Savary BP 1269 25005 BESANCON CEDEX,
- . au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de VESOUL - B.P. 151 - 70003 - VESOUL CEDEX,
- . au Maire de la commune de CORBENAY,
- . à la société ESAC.
- . au sous-préfet de Lure.

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau


Christiane TISSOT



FAIT A VESOUL, LE 29 MAI 1997
LE PRÉFET,
POUR LE PRÉFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Gérard MATHIEU.